SAÏD SADI :

«Les clans, ce n'est pas la solution mais le problème»

Invité par trois associations de la commune de Haïzer, à 10 kilomètres à l'est de Bouira, dans le cadre de la commémoration du 36e anniversaire du Printemps berbère, le Dr Saïd Sadi a animé hier samedi une conférence-débat autour du thème «Avril 1980 : luttes d'hier, leçon d'aujourd'hui».

Pendant plus de deux heures, le conférencier s'est longuement attardé sur la chronologie des événements qui ont d'abord précédé avril 1980, en remontant aux premières années de l'indépendance et le début de confiscation de l'identité algérienne par Ben Bella qui avait accepté de s'installer au pouvoir par les chars et Boumediène, celui-là même qui allait le déposer trois années plus tard lors d'un coup d'Etat. Ben Bella déclarait à Tunis aussitôt après son investiture en 1962 : «Nous sommes arabes, nous sommes arabes, nous sommes arabes» ; une déclaration qui allait marquer le début de l'aliénation de l'identité amazighe de l'Algérie et en même temps, le début de la lutte pour justement contrer cette aliénation. Saïd Sadi relatera succinctement ses débuts dans la lutte pour la reconnaissance de la langue amazighe avec ses débuts en étant étudiant dans la chaire de Mouloud Mammeri, puis son rôle dans la traduction de la pièce de Kateb Yacine «Mohamed prends ta valise» et le rôle que cette pièce joua dans l'éveil de la conscience algérienne quant à sa véritable identité millénaire, jusqu'au prix que cette pièce reçut à Tunis dans le festival estudiantin de la Méditerranée.

Puis la fin des années 1970 et le conférencier, alors médecin psychiatre à l'hôpital de Tizi-Ouzou qui travaille toujours pour la cause amazighe, puis l'interdiction de la conférence de Mouloud Mammeri sur les poèmes kabyles anciens et la grève générale du 16 avril à laquelle il avait appelé avec ses compagnons de lutte, la répression qui s'en était suivie dans la nuit du 19 au 20 avril dans le campus de Oued Aïssi, ainsi que dans l'hôpital d'où ils furent arrêtés et l'usine Eniem.

En relatant tous ces événements, le conférencier dira que durant toutes ces péripéties, le mot d'ordre était de rester pacifique, ne pas répondre aux provocations des policiers ou des gendarmes et la revendication principale durant tous ces événements d'avril 1980 qui, «ne l'oublions jamais, martèlera le conférencier, un acte fondateur de la naissance de la démocratie en Algérie», avaient comme principales revendications, «tamazight et les libertés démocratiques».

Et le conférencier d'en venir à la génération actuelle , celle qui n'a pas vécu ces événements, qui n'y était pas encore née et qui doit savoir que parmi les leçons à en tirer, figurent d'abord cette méthodologie dans les débats et la manière d'exposer les idées d'une manière pacifique même lorsqu'elles sont contradictoires, en renvoyant cette méthodologie à la tradition villageoise où les gens se réunissaient dans la djemaâ et se rencontraient tous pour l'intérêt de la communauté en laissant de côté leurs divergences et leurs différends. Le message d'avril 1980 est fait de tolérance et de consensus, et toute mentalité qui se base sur le lynchage est une mentalité arabo-baâthiste qui n'a rien à voir avec la mentalité amazighe, dira encore Saïd Sadi qui pense que la Kabylie, pour peu qu'elle se protège de ses propres démons, pourra servir d'exemple et d'alternative à un modèle moyen-oriental que l'Afrique du Nord a copié jusque-là, mais qu'elle prend conscience qu'avec une identité amazighe, sa propre identité, elle pourra constituer une alternative pour une construction démocratique, dira Saïd Sadi qui évoque une rencontre sur ce thème au Maroc en juillet prochain et pour laquelle il est invité. Cela étant, lors des débats, plusieurs points ont été abordés comme l'officialisation de tamazight que Sadi considère comme un piège, ou encore la fondation AFUD qu'il préside et qui est en train de montrer le chemin sur le terrain, comment les citoyens peuvent se prendre en charge et comment valoriser les potentialités économiques d'une région sans attendre le pouvoir, il parlera du MAK en disant que oui pour le débat, oui pour le libre avis, mais avertira sur les conséquences d'isolement de la Kabylie en plaidant contre l'enfermement.

Photo : Samir Sid

Dr Saïd Sadi.

Enfin, Sadi parlera du cas Chakib Khelil sur lequel il était interpellé. Sadi dira que le cas Khelil et la campagne qu'il est en train de mener à travers les zaouias en se faisant accompagner par les télévisions, est une campagne malsaine.

Cela dit, il rappellera que le cas Khelil est une lutte entre deux clans, celui de la Présidence et celui du DRS et cela par presse interposée. Et Saïd de s'expliquer : «Je vous dis sincèrement, les clans en Algérie, ce n'est pas la solution, mais le problème» en répondant à ceux qui évoquent une solution en avançant la prise du pouvoir par un clan au détriment de l'autre.

Sadi rappelle que le DRS avait des dossiers de corruption contre Khelil mais, que le même DRS n'a fait sortir ces dossiers que lorsqu'il avait voulu s'attaquer à l'autre clan, celui de la Présidence. Et le conférencier de conclure : «Un dossier de corruption ne se garde pas pour abattre avec son adversaire, mais se transmet à la justice. Et puis, on ne joue pas avec la corruption, on la combat», dira-t-il enfin.

Y. Y.

AHMED BETTATACHE À ORAN :

«Seule l'union nationale peut sauver l'Algérie»

L'ancien secrétaire général du FFS, Ahmed Bettatache, était hier à Oran où il a animé une conférence à l'occasion du 36e anniversaire du Printemps amazigh. Pour lui, on ne peut dissocier l'amazighité de la démocratie.

La non-participation de son parti à la marche du 20 Avril est, dit-il, dictée par la conviction que la revendication se fait tous les jours et sur le terrain et ne peut se contenter d'une journée.

Amel Bentolba – Oran (Le Soir) - Evoquant la situation politique générale, il dira qu'elle ne peut se suffire à ce qui se passe en Algérie. Les conflits qui secouent les pays voisins ne peuvent se dissocier de ce tout, qui, inévitablement, influe et a des conséquences dans le continent y compris en Algérie.

Le Printemps arabe, même s'il était motivé par des populations opprimées, il n'en demeure pas moins qu'il a été orchestré par l'Occident, dit-il. L'Algérie est-elle pour autant à l'abri de tout cela ? Pour Ahmed Bettatache, sûrement pas et elle se trouve bien dans leur agenda. Abordant l'initiative du FFS à travers le consensus national dont la conférence n'a toujours pas eu lieu, l'intervenant dira que le pouvoir et les partis ont préféré se fier à leurs calculs qui s'avéreront tous faux et devront reconnaître que la seule solution pour sauver l'Algérie consiste en son union nationale.

«Le FFS est un parti de résistance et non d'opposition». Celle qu'il qualifie de minorité qui revendique l'autonomie de la Kabylie est, pour l'ancien secrétaire, une minorité qu'il ne faut surtout pas ignorer. «Il faut être prudent et ne pas se laisser avoir par la manipulation de certaines images de mouvement de masse qui n'en est pas un» et de rajouter : «Rappelez-vous du mouvement des Arouch, il avait réuni un nombre important durant la manifestation du 20 avril et qu'en est-il aujourd'hui de toute cette mobilisation ? Comme dit le dicton, il ne demeure dans l'oued que ses pierres. Ces jeunes qui portent un autre drapeau que celui de l'Algérie ne croient plus aux discours usés du nationalisme que leur refourgue le pouvoir. Je dirai à ces jeunes qu'ils ne croient surtout pas que ce qu'ils vivent leur est propre, non, c'est le cas de tous les jeunes à travers tout le pays, chômage, difficulté, hogra…». Il ajoutera que ces jeunes sont certainement poussés par des fauteurs de troubles.

Pour Bettatache, ces gens qui revendiquent leur autonomie ne devraient pas fêter le 20 Avril puisque pour eux, il est question de revendication kabyle et non amazighe. Répondant à des questions de l'assistance, l'intervenant a refusé par principe de prononcer le nom de Chakib Khelil, se contentant de dire que si une personne est impliquée ou pas dans une affaire de corruption, c'est à la justice de trancher et à l'Etat de communiquer là-dessus ; le peuple a le droit de comprendre, dit-il.

L'inévitable question autour des manquements de respect aux symboles de l'Etat, là encore, sans citer le tweet de la photo du président de la République, posté par Manuel Valls, Ahmed Bettatache dira qu'il faudrait d'abord commencer par améliorer nous-mêmes notre image à l'intérieur du pays pour aller par la suite reprocher toute atteinte de l'étranger.

A. B.

LE FFS CÉLÈBRE LE PRINTEMPS BERBÈRE À OUM-EL-BOUAGHI

«Tamazight est indissociable du combat démocratique»

Le FFS a choisi le contact direct avec la population, notamment celle du pays pour commémorer le 36e anniversaire du Printemps amazigh. Depuis Oum-El-Bouaghi, le premier secrétaire national du plus vieux parti de l'opposition démocratique en Algérie, M. Nebbou, nous a déclaré que «tamazight est inconcevable sans la liberté. Et la liberté comme la démocratie sont nationales».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Chez le FFS, on refuse d'exclure une revendication démocratique du combat pour la démocratie. C'est ce qu'indiquent des sources proches de la direction nationale du parti, dont le premier secrétaire national a prononcé un discours d'une «importance capitale» dans la ville d'Oum-El-Bouaghi, hier, à l'occasion de la célébration du 36e anniversaire du Printemps berbère. Lors de son intervention, M. Nebbou a dressé un état des lieux des plus sombres de la situation que traverse le pays. Selon lui, «des rives de la Méditerranée aux confins du Sahara, chaque jour des Algériens se lèvent et protestent contre leurs conditions de vie. Contre la pauvreté, contre le chômage, contre la hogra, contre l'absence de justice, contre la corruption, contre le mépris».

Devant cette situation, qualifiée d'«inacceptable», le FFS a indiqué que «nous et tous les Algériens souffrons de l'état dans lequel se trouve notre pays. Un pays dont la Révolution a fait l'admiration des peuples du monde». «Mais l'Algérie d'aujourd'hui, quand elle fait la Une des médias, c'est pour des scandales de corruption ! Et cela dure depuis des années, après avoir fait la Une des médias du monde entier pour cause de terrorisme et de violences pendant la décennie 1990.

Jusqu'où les autorités du pays pensent-elles aller à ce rythme ? Jusqu'à quand allons-nous continuer à ouvrir le journal du matin sur un scandale et celui du soir sur un scandale encore plus grand ?» s'est interrogé le premier responsable du FFS. M. Nebbou dira, par ailleurs, que «ce pays de 40 millions d'hommes et de femmes est aujourd'hui livré en pâture à l'incompétence, à la gabegie, à la corruption, à la dilapidation de ses richesses matérielles et violemment attaqué dans ses richesses morales et symboliques. Cette crise est une crise politique et morale d'abord.

Crise économique, sociale et culturelle, ensuite». C'est dans cette optique que le FFS cite le MAK. Selon lui, «c'est dans ce contexte de déliquescence générale qu'il faut replacer l'apparition d'un mouvement séparatiste en Kabylie».

«C'est un mouvement jusque-là minoritaire, mais la déliquescence de l'Etat, l'absence de projet de développement, l'obstruction des perspectives d'avenir pour une jeunesse privée du droit au travail, à l'exercice de ses libertés, à son épanouissement social, politique et culturel risquent de changer cette donne», explique-t-on. Et d'ajouter :

«Au FFS, notre combat et notre attachement à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale de l'Algérie sont indéfectibles. Ils sont étroitement liés à notre identité politique tout comme notre engagement pour tamazight et les autres composantes de la personnalité algérienne et de l'identité nationale. (…) Tous les gens sérieux savent que la revendication de tamazight est indissociable de la démocratie. (…)

On ne peut pas imaginer le destin et l'avenir de la Kabylie en dehors du destin national commun de toute l'Algérie. Le destin de la Kabylie est lié au destin de toutes les régions d'Algérie.»

A. B.